



Sommaire

Éditorial

1

Amélioration de la connaissance de l'économie informelle en Afrique : meilleurs instruments de mesure, analyse et intégration des politiques économiques et sociales

2

Nouvelles d'AFRISTAT

4

Activités de la Direction Générale

4

Autres activités

7

Activités internationales

8

Échos des instituts nationaux de statistique

9

Annonces

10

Réunions, ateliers et séminaires

12



Éditorial

Le quatrième trimestre 2008 a été marqué, outre la tenue des Réunions du Conseil scientifique et du Comité de direction de l'Observatoire, par l'organisation du Séminaire international sur le secteur informel en Afrique (SISIA) du 22 au 24 octobre 2008 à Bamako.

La tenue de ce séminaire s'inscrit dans le cadre du mandat de chef de file du Groupe de travail africain sur le secteur informel en Afrique confié à AFRISTAT par StatCom-Africa d'une part, et de la nécessité de prolonger les travaux du Groupe de Delhi vers un ensemble de pays où l'économie informelle est prépondérante, d'autre part. Les participants au séminaire provenaient de trente un pays ainsi que de vingt cinq institutions et organisations d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique.

Les réflexions ont porté sur l'opérationnalisation des concepts sur l'emploi et le secteur informel, la pertinence et la complémentarité des dispositifs de collecte des données, les utilisations des statistiques du secteur informel, notamment par la comptabilité nationale et sur les rôles institutionnels des différents acteurs. D'importantes recommandations ont été formulées. Il s'agit, entre autres, de l'adoption d'un plan d'action pour le secteur informel intégrant la programmation régulière et le renforcement des enquêtes mixtes, de l'organisation des pays africains en réseaux d'étude des économies informelles afin de mieux s'impliquer dans les travaux méthodologiques réalisés dans le domaine et de l'organisation tous les cinq ans d'un séminaire international sur le secteur informel en Afrique. Au cours de l'année 2009, AFRISTAT s'attellera à la mise en œuvre de ces importantes recommandations en collaboration avec les pays et les partenaires techniques et financiers.

En cette fin d'année 2008, l'organisation de cette importante rencontre a donné l'occasion de relever le renforcement des partenariats entre AFRISTAT et d'autres institutions. De même, la massive participation au SISIA des pays africains non membres d'AFRISTAT établit l'Observatoire aux premières loges des organisations qui seront appelées à jouer un grand rôle pour le développement de la statistique en Afrique au cours des prochaines années.

La principale leçon que l'on peut tirer de ce séminaire est la forte cristallisation des efforts et des moyens pour une approche plus holistique de la mesure des économies africaines. En effet, une bonne connaissance de l'économie informelle ne peut qu'améliorer les comptes nationaux et le suivi évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté.

Bonne et heureuse année 2009.

Martin BALEPA
Directeur Général d'AFRISTAT

Amélioration de la connaissance de l'économie informelle en Afrique : meilleurs instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales

Onze ans après son premier séminaire tenu sous le thème « *Le secteur informel et la politique économique en Afrique subsaharienne* », AFRISTAT a organisé du 22 au 24 octobre 2008 à Bamako, son deuxième séminaire international sur le secteur informel sous le thème « *Instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales* ». Ce séminaire, organisé avec l'appui financier du ministère français des Affaires étrangères et européennes, de PARIS21 et du CESD-Statisticiens pour le développement a réuni les délégations de 25 pays d'Afrique subsaharienne, une quarantaine d'experts et représentants de pays et d'organisations internationales et régionales et universitaires.



Une vue du présidium

Les objectifs du séminaire sur le secteur informel en Afrique de 2008 (SISIA) s'inscrivent dans la problématique d'une meilleure connaissance de ce domaine et de sa prise en compte dans les politiques économiques et sociales. Même si les préoccupations examinées lors du séminaire de 1997 restent toujours d'actualité, ce séminaire visait principalement à rechercher une meilleure articula-

tion entre la production et les utilisations des statistiques sur le secteur informel en caractérisant en particulier les nouvelles dimensions analytiques à valoriser.

Le séminaire a été présidé par Monsieur Djigui CAMARA, Ministre du Plan et de la Coopération de la République de Guinée, Président du Conseil des Ministres

d'AFRISTAT, en présence de Monsieur Abou-Bakar TRAORE, Ministre des Finances de la République du Mali.

Les travaux avaient été organisés autour des cinq thèmes suivants : (i) analyse des réponses apportées aux questions d'opérationnalisation des concepts sur l'emploi et le secteur informel ; (ii) pertinence et complémentarité des dispositifs de collecte des données ; (iii) utilisations des statistiques du secteur informel par la comptabilité nationale ; (iv) autres utilisations des statistiques du secteur informel et (v) rôles institutionnels des INS, cellules DSRP, structures chargées de l'emploi.

Les discussions ont été prolongées par un panel sur le thème « de la nécessité d'un plan d'action pour l'Afrique dans le domaine de la mesure du secteur informel ».

Quelques chiffres sur l'audience du séminaire international sur le secteur informel en Afrique

Mobilisation de la communauté scientifique : 35 communications reçues dont 12 ont fait l'objet d'une présentation en séances plénières, 23 n'ont pas été présentées mais feront l'objet de publication dans les actes du séminaire.

Participation

31 Etats représentés : Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Liberia, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, Palestine, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Sénégal, Tanzanie, Tchad, Togo et Tunisie.

24 institutions représentées : Agence française de développement (AFD), Association CESD-statisticiens pour le développement, Banque africaine de développement (BAD), Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), Banque mondiale, Bureau sous-régional de l'Organisation internationale de travail pour l'Afrique de Dakar (BRS-

OIT), Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à l'Analyse Economique à Madagascar (CREAM), Commission de l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA), Commission de l'Union africaine (Ethiopie), Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), Développement, institutions et analyses de long terme (DIAL), Ecole nationale de statistique et d'analyse économique de Dakar (ENSAE/ANSD), Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée d'Abidjan (ENSEA), Head Start Consult (Ghana), Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD), Institut de recherche pour le développement (IRD), Institut national de la statistique et des études économiques de France (INSEE), Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée de Yaoundé (ISSEA), Office statistique des Communautés européennes (EUROSTAT), PARTnership In Statistics for Development in the 21st Century (PARIS21), Programme de Nations unies pour le développement (PNUD), Université d'Economie d'Orléans, France, Women in Informal Employment Globalising and. Organising (WEGO/Delhi Group).

Le chemin conceptuel parcouru depuis 1997

Les participants ont apprécié les efforts déjà déployés et le chemin conceptuel parcouru depuis le premier séminaire international sur le secteur informel en Afrique organisé en 1997 à Bamako par AFRISTAT. Les travaux menés par les pays, AFRISTAT, DIAL, le Groupe de Delhi et le BIT ont suscité des débats fructueux autour des points suivants : pertinence du champ et des variables à retenir pour l'identification des activités informelles, nécessité de sérier les multiples critères retenus pour mieux appréhender l'économie informelle, développement d'indicateurs sur le travail décent et l'emploi informel, besoin de mettre en place des répertoires, difficultés à appliquer à la lettre les définitions du BIT, examen de l'évolution de la législation (notamment fiscale) et de son impact sur la mise à jour des critères.

Le bilan des dispositifs de collecte des données sur le secteur informel ainsi que des méthodes de mesure qui les sous-tendent a été fait. Les différents dispositifs existants ont été examinés afin de s'assurer de leur convergence vers un système d'information cohérent de suivi et évaluation des politiques économiques et

sociales. Face à la complexité et à la richesse du thème, un consensus est apparu autour du dispositif de collecte basé sur les enquêtes à plusieurs phases. La nécessité de mieux mesurer l'apport des micro-entreprises non agricoles a été évoquée, le secteur agricole étant appréhendé par des méthodes déjà éprouvées. Au nombre des méthodes existantes, les enquêtes 1-2-3 ont été reconnues comme un excellent outil mais qui demeure encore perfectible pour aider les pays à relever les difficultés qu'ils rencontrent.

Les principales utilisations des données sur le secteur informel

L'utilisation des données du secteur informel pour l'élaboration des comptes nationaux a constitué une des préoccupations centrales pour l'amélioration des agrégats macroéconomiques. A cet effet, la nécessité d'associer systématiquement les comptes nationaux dans le processus de mise en place des outils méthodologiques et de leur mise en œuvre a été retenue. En particulier, il s'agit : (i) de tenir compte des concepts des comptes nationaux dans les différents questionnaires liés aux économies informelles ; (ii) d'intégrer toutes les unités de production qui sont

à la marge extérieure de l'informalité ; (iii) de promouvoir et de mettre au point un compte satellite de l'économie informelle.

Sur ce point, les débats ont porté sur la nature des difficultés rencontrées (méthodes d'estimation des agrégats sur le secteur informel) et de l'intégration des résultats d'enquêtes sur le secteur informel dans les comptes nationaux. L'accent a été mis sur le besoin de systématiser les échanges entre les statisticiens d'enquêtes et les comptables nationaux afin de disséminer les bonnes pratiques. Enfin, l'importance des statistiques sur le secteur informel pour le suivi des effets des crises notamment alimentaires et financières sur les conditions de vie des populations a été soulignée.

Les participants ont salué le fait que les analyses approfondies des enquêtes sur l'emploi dans le secteur informel devraient aider dans la formulation des politiques sociales et des stratégies de lutte contre la pauvreté. En tirant profit des expériences présentées, l'étendue des utilisations potentielles des informations issues des enquêtes relatives au secteur informel a été mise en évidence à titre illustratif autour d'un certain nombre de thématiques : vulnérabilité dans l'emploi, financement du secteur informel, estimation des PIB régionaux

ou locaux, fiscalité et dynamisation des activités du secteur informel, etc.

Vers une meilleure coordination des acteurs

Sur les rôles institutionnels des INS, cellules DSRP, les contributions et réflexions ont suggéré l'amélioration des mécanismes mis en place en : (i) identifiant des institutions et des personnes ressources ; (ii) promouvant la mise en réseau des INS, cellules DSRP, structures chargées de l'emploi et autres structures assimilées dans le développement de la production des statistiques sur le secteur informel ; (iv) identifiant pour les institutions partenaires, un point focal du réseau ; (v) encourageant la coordination entre les différents acteurs nationaux (INS, cellules DSRP, observatoires de l'emploi, etc.).

Les échanges du panel ont porté sur : (i) le besoin d'élaborer une plateforme de coordination des diverses interventions des partenaires techniques et financiers sur la problématique de la mesure du secteur informel dans les pays ; (ii) la prise en compte explicite d'un dispositif de financement pérenne de ces activités afin d'assurer un meilleur suivi de la mesure de l'emploi et du secteur informel ; (iii) l'élargissement du champ des enquêtes au plan national y compris le secteur rural ; (iv) la nécessité de diffuser les données d'enquêtes à temps et sur des supports adaptés ; (v) l'élaboration d'un plan d'action intégrant les questions de renforcement des capacités ; (vi) la participation des systèmes statistiques nationaux aux différentes réflexions dans le domaine avec l'implication des institutions régionales et sous-régionales.

Au terme des travaux, les participants ont unanimement reconnu et confirmé le rôle de coordination que devrait jouer AFRISTAT dans le domaine du secteur informel en Afrique subsaharienne. Ils ont convenu que l'amélioration de la production statistique sur le secteur informel en Afrique devrait être envisagée dans le cadre d'une collaboration entre les gouvernements, la communauté scientifique et les partenaires techniques et financiers. Ils ont conclu sur la nécessité de se situer dans une perspective de long terme pour le suivi et la mesure du secteur informel.

Recommandations

Les participants au Séminaire international sur le secteur informel en Afrique, organisé du 22 au 24 octobre 2008 à Bamako, recommandent :

A AFRISTAT :

- de prendre toutes les dispositions pour assurer la poursuite du mandat qui lui a été confié par StatCom-Africa afin d'animer le Groupe de travail sur le secteur informel en Afrique ;

- de prendre des dispositions pour proposer un plan d'action pour le secteur informel dans le cadre des activités du Groupe de travail africain, intégrant la programmation régulière et le renforcement des enquêtes mixtes, y compris la phase pilote ;
- de renforcer la collaboration avec les organisations et groupes de travail internationaux compétents dans le domaine du secteur informel en étant étroitement associé à leurs travaux, notamment avec le Groupe de Delhi ;
- d'organiser ou de contribuer à organiser les pays africains en réseaux d'étude des économies informelles afin de mieux s'impliquer dans les travaux méthodologiques réalisés dans le domaine ;
- d'organiser tous les cinq ans un séminaire international sur le secteur informel en Afrique ;
- de diffuser un rapport complet en anglais et en français sur les travaux du présent séminaire.

Aux Etats :

- d'intégrer dans leur stratégie nationale de développement de la statistique, des axes relatifs à la production des statistiques sur l'emploi et le secteur informel, notamment la réalisation d'enquêtes à plusieurs phases de type 1-2-3 ;
- d'assurer une meilleure coordination et de mobiliser les moyens financiers et humains suffisants pour la collecte et une meilleure valorisation de la production d'informations statistiques dans le domaine.

Aux partenaires techniques et financiers :

- de coordonner, dans l'esprit de la Déclaration de Paris, leurs appuis pour les rendre plus efficaces afin de donner une plus grande visibilité à leur impact sur le développement de la production statistique pour l'emploi et le secteur informel dans les pays ;
- d'associer systématiquement AFRISTAT à la conception de tout projet d'intervention statistique dans les domaines de l'emploi et du secteur informel élaboré pour tout Etat associé aux travaux du Groupe de travail africain sur le secteur informel ;
- d'apporter à AFRISTAT l'appui nécessaire à l'accomplissement de son mandat et de mettre aussi les ressources adéquates à la disposition des pays réalisant des activités dans le domaine de l'économie informelle.

A l'ensemble des parties prenantes :

- de mettre en place et/ou de renforcer un projet, coordonné par AFRISTAT, de dispositif suivi de l'emploi, du marché de travail et du secteur informel qui comprendrait trois composantes : (i) établissement d'un bilan rétrospectif des réalisations capitali-

sables des enquêtes à plusieurs phases sur l'emploi et le secteur informel depuis quinze ans et identification des outils méthodologiques restant à développer ; (ii) conduite d'enquêtes dans cinq pays pilotes où la faisabilité d'un système d'enquêtes nationales à plusieurs phases sera développée comprenant une enquête emploi annuelle couplée à une enquête sur le secteur informel ; (iii) extension de la phase pilote aux autres pays.

Perspectives

La tenue de ce séminaire qui est une poursuite de la contribution d'AFRISTAT aux efforts de la communauté internationale pour une meilleure connaissance du secteur informel constitue la première activité du Groupe de travail sur le secteur informel en Afrique.

Elle a été l'occasion d'importants échanges et de réflexions sur les différents aspects de l'économie informelle et sur le contenu du Groupe de travail. Pour valoriser les pertinentes communications et mettre en œuvre les recommandations du séminaire, AFRISTAT compte mener une campagne pour leur dissémination. Elles inspireront également le Plan d'action qui sera élaboré pour un meilleur suivi des activités du secteur informel en Afrique.

S'agissant de la campagne de dissémination des communications et des recommandations du séminaire, il sera procédé à (i) une large diffusion des points saillants sur Internet et lors des rencontres officielles (StatCom-Africa, prochaine session de la Commission statistique des Nations unies, etc.) ; (ii) l'élaboration et à la diffusion d'une plaquette précisant les objectifs du séminaire, les principaux résultats obtenus ainsi que les difficultés soulevées et mettant en exergue les implications et les perspectives ; (iii) la diffusion des actes du séminaire ; (iv) l'édition d'un ouvrage collectif sur la base des meilleures communications présentées au Séminaire ; (v) la publication des meilleurs articles dans STATECO et dans l'African journal of statistics et (vi) la production et la diffusion d'un DVD d'une vingtaine de minutes.

Concernant le plan d'action, il sera le fruit d'une coopération entre les pays et les institutions intéressés par le secteur. Ce document devra intégrer les termes de référence du Groupe de travail (objectifs, activités à réaliser, résultats attendus, programme de travail), une stratégie, une feuille de route, une phase pilote et un chronogramme de mise en œuvre. D'ores et déjà, une équipe composée d'experts d'AFRISTAT, de l'INSEE, de DIAL et des pays pilotes (Cameroun, Madagascar, Niger, Ouganda et Afrique du Sud) a été identifiée pour contribuer à l'élaboration du Plan d'action.



La photo de famille

Nouvelles d'AFRISTAT

Visites

■ Du 3 au 7 novembre 2008, M. Léon Mudubu Konande, Expert statistique de la Mission d'appui au Programme d'activités du Secrétariat général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), a effectué une visite de travail à AFRISTAT sur les méthodes de travail dans le domaine de l'organisation des services statistiques.

■ La Direction générale d'AFRISTAT a reçu le 21 novembre 2008, la visite d'une mission de l'AFD composée de Mme Anne Legile et de M. Johny Egg. Cette mission rentre dans le cadre des activités de pré identification d'un projet de renforcement des capacités des dispositifs de gestion des crises alimentaires.

■ Dans le cadre d'une mission d'information sur l'utilisation des assistants techniques français au Mali, M. Alain Fouquet, Conseiller spécial à France coopération internationale (FCI), a effectué le 26 novembre 2008, une visite à la Direction générale d'AFRISTAT. Cette mission s'est inscrite dans le cadre d'une réforme progressive pour le transfert de la gestion des assistants techniques français des structures administratives du Ministère des affaires étrangères et européennes vers FCI, un groupement d'intérêt public.

■ MM. Aliou S.M. Ndou et Aliou Sarr, respectivement, Statistician General et Deputy Statistician General de Gambia Bureau of Statistics, ont effectué une visite à la Direction générale d'AFRISTAT le 27 novembre 2008 pour mieux connaître AFRISTAT et voir dans quelle mesure le Gambia Bureau of Statistics peut bénéficier d'un appui technique dans le domaine de l'élaboration des indices (prix, statistiques d'entreprises etc.)

Partenariat

L'ACBF vient d'accorder à AFRISTAT un don de 1,5 millions de dollars américains pour l'exécution de la deuxième phase du projet LMIS dans les pays suivants : Cameroun, Mali, Nigeria, Ouganda et Zambie. L'accord de don a été signé le 21 décembre 2008 au siège d'AFRISTAT par M. Edwin Forlemu, Secrétaire Exécutif pi de l'ACBF et M. Martin Balépa, Directeur Général d'AFRISTAT.



Stages

AFRISTAT a accueilli du 27 octobre au 17 novembre 2008 Mlle Ngane Diouf, Chancelière des Affaires étrangères et MM. Cheikh Mouhamadou Bamba Lo et El Hadji Malick Diallo, respectivement, Conseiller des Affaires étrangères et Chancelier des Affaires étrangères du Sénégal pour un stage d'imprégnation. Le thème de leur stage était : « Place et rôle de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) dans le renforcement de l'intégration régionale ».

Fêtes de fin d'année

La fête de fin d'année de la famille AFRISTAT a été célébrée le 20 décembre 2008 au siège de l'organisation et a réuni, dans une atmosphère chaleureuse et conviviale, le personnel d'AFRISTAT et leurs familles

Activités de la Direction Générale

Réunions statutaires d'AFRISTAT



Une vue du présidium

La dix-huitième réunion du Comité de direction d'AFRISTAT s'est tenue les 20 et 21 octobre 2008 à Bamako (Mali). Outre les questions habituelles relatives à l'examen du plan d'action et du budget de l'année 2009, le Comité a examiné les résultats de deux études portant sur : (i) l'évaluation de l'exécution à mi-parcours du Programme stratégique de travail d'AFRISTAT (PSTA) pour la période 2006-2010 et (ii) le cadre pour l'élaboration des programmes régionaux

de formation continue dans le domaine de la statistique. Cette réunion a été précédée, du 1er au 3 octobre 2008, de la treizième réunion du Conseil scientifique.

Examinant les questions liées à la gestion courante de l'organisation, le Comité, après avoir félicité la Direction générale pour les résultats obtenus et la bonne exécution du budget, a donné de nouvelles directives pour la bonne poursuite de l'exécution du PSTA. Il a invité les Etats à se mobiliser davantage pour veiller à ce que le délai du 31 décembre 2008 soit respecté pour le versement de leur contribution au Fonds AFRISTAT 2006-2015.

Concernant le rapport d'évaluation de l'exécution à mi-parcours du PSTA, le Comité s'est félicité de l'exécution du programme et a entériné les recommandations du Conseil scientifique pour améliorer la programmation et le

suivi de la mise en œuvre des activités ultérieures d'AFRISTAT. Le Comité de direction a aussi approuvé le dispositif et les éléments constitutifs de la feuille de route pour l'élaboration du programme de travail de moyen terme d'AFRISTAT pour la période 2011-2015. Le Comité a ensuite approuvé le cadre pour l'élaboration des programmes régionaux de formation continue en statistique. Il a demandé à la Direction générale de s'en inspirer pour élaborer ses propres plans de formation continue en collaboration avec les partenaires, d'en assurer une large diffusion auprès des Etats et des institutions intéressées par ce domaine et de mettre en place une stratégie de mobilisation des ressources pour apporter un appui aux organisateurs et bénéficiaires de ce type de formation.

Le relevé de conclusions du Comité de direction est disponible sur le site Internet d'AFRISTAT : www.afristat.org

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ETUDE SUR L'EVALUATION A MI-PARCOURS DE L'EXECUTION DU PSTA 2006-2010

Le mécanisme de suivi-évaluation du Programme stratégique de travail d'AFRISTAT (PSTA) 2006-2010 prévoit l'élaboration, au cours de la troisième année de son exécution, d'un rapport sur l'état d'exécution à mi-parcours en vue d'un éventuel ajustement. L'évaluation indépendante réalisée à cet effet, a abouti aux principaux résultats et conclusions suivants :

- l'élaboration et la mise en œuvre du PSTA prolongent la tradition de programmation d'AFRISTAT tout en la renforçant par l'introduction de la gestion axée sur les résultats (GAR). Les outils de la planification stratégique et de la GAR sont déjà en place et doivent être améliorés à la lumière de l'expérience vécue notamment par l'informatisation du suivi de la mise en œuvre des programmes de moyen terme d'AFRISTAT ;
- la poursuite des formations en planification stratégique et en GAR au sein d'AFRISTAT et dans les Etats membres ;
- vu le niveau des activités d'AFRISTAT soutenu par la confiance accrue des bénéficiaires et des partenaires techniques et financiers, les ressources humaines de l'institution méritent d'être renforcées ;
- le niveau d'exécution du programme est globalement satisfaisant. Il faut cependant retenir les disparités au profit des volets du programme soutenus par les gros projets ;

- la programmation statistique devient une réalité dans les Etats et les institutions d'intégration. AFRISTAT contribue considérablement à ce mouvement dont les premiers résultats commencent à se faire sentir, surtout en termes d'organisation des SSN et de formation. On note en outre une parfaite synergie entre les axes et objectifs du PSTA et ceux des stratégies nationales de développement statistique (SNDS) et programmes statistiques des institutions d'intégration, ce qui consacre leur validité ;
- le prochain programme à moyen terme 2011-2015 devra prendre en compte les défis auxquels AFRISTAT sera appelé à faire face du fait de son développement actuel et des évolutions de l'environnement statistique international. Cela nécessitera que soient menées des réflexions sur l'avenir d'AFRISTAT en considérant l'évolution de l'environnement statistique international actuel comme une opportunité et non comme une menace dans le respect du principe de subsidiarité des institutions ;
- le programme 2011-2015 devra également consolider les acquis des programmes précédents en ciblant des interventions de plus en plus pointues et investiguer d'autres domaines nécessaires pour le suivi-évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté et des objectifs du millénaire pour le développement. Des dispositions devront en outre être prises pour tenir compte des besoins exprimés par les Etats membres dans l'élaboration de son prochain programme de travail de moyen terme.

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ETUDE POUR L'ELABORATION DU CADRE RÉGIONAL DE FORMATION CONTINUE EN STATISTIQUE

L'étude pour l'élaboration du cadre régional de formation continue en statistique répond au besoin d'AFRISTAT de disposer d'un programme régional de formation continue en statistique conformément à son Programme stratégique de travail pour la période 2006-2010. L'étude, qui a été menée par une équipe de consultants, s'est basée sur des informations sur la demande et l'offre de formation continue en statistique collectées dans 7 Etats membres sur les 19 pays desservis par AFRISTAT. Ces informations ont été recueillies auprès des utilisateurs publics de statisticiens (responsables des services centraux ou sectoriels de statistique), des utilisateurs privés de statisticiens (des bureaux d'études essentiellement), des responsables d'organismes économiques sous-régionaux utilisateurs de statisticiens ou d'organismes sous-régionaux d'appui technique en statistique ainsi que des fournisseurs d'offre de formation continue en faveur de la région.

L'étude a proposé un Cadre de référence pour l'élaboration de programmes régionaux de formation continue en statistique pour la période 2008-2012 et a identifié les besoins de formation se déclinant selon les quinze principaux axes suivants : (a) les enquêtes et recensements ; (b) les techniques de sondage ; (c) les conditions de vie des ménages ; (d) les statistiques d'entreprise ; (e) les statistiques économiques ; (f) l'administration de réseaux informatiques ou de sites web ; (g) les bases de données et le système d'information ; (h) les indices ; (i) les publications et la diffusion des informations ; (j) l'anglais ; (k) la rédaction scientifique ; (l) la planification stratégique ; (m) la gestion axée sur les résultats ; (n) la gestion administrative des INS et ; (o) le fonctionnement institutionnel des SSN.

Elle a abouti aux conclusions suivantes :

1. la formation continue ne peut être la solution aux problèmes que connaissent aujourd'hui les systèmes statistiques nationaux des Etats membres d'AFRISTAT, car l'absence de formation continue n'est pas la principale faiblesse qui explique leur situation de dégradation. La principale faiblesse des systèmes statistiques semble être plutôt constituée par

une gestion inappropriée des ressources humaines et une politique inadaptée des salaires ;

2. une formation continue, par principe, a pour objet la réactualisation des savoirs et l'acquisition de nouvelles connaissances pour les cadres, à condition que les structures des systèmes statistiques nationaux concernés comptent des cadres capables de tirer profit des formations offertes et à condition que ces structures aient un volume suffisant d'activités pour que les connaissances procurées dans une formation puissent être capitalisées et appliquées ;
3. le succès des programmes régionaux de formation continue passe d'abord par la mise en œuvre de programmes nationaux de formation continue que les SSN se doivent d'élaborer dans le cadre du volet de la gestion des ressources humaines des SNDS. C'est la manière avantageuse d'aborder un problème par le bas, à un niveau national ;
4. il faudra lier les formations nationales aux activités réelles des pays, ce qui les rendra plus efficaces. Il découle de cela que toute opération statistique mise en œuvre dans un pays, quelle qu'en soit la nature, doit comporter un volet de formation continue directement lié à l'opération ;
5. la formation continue ne pouvant être considérée comme une panacée à la réduction des maux dont souffrent les SSN, d'autres initiatives devraient être envisagées dans le cadre de la mise en œuvre des SNDS notamment le recrutement de statisticiens ayant déjà reçu une formation initiale et qui sont demandeurs d'emploi ; la mise en œuvre d'une politique de formation initiale conséquente à moyen terme et à long terme, de statisticiens de tous les niveaux (adjoints techniques de la Statistique, ITS et ISE) ; la remise dans des formations initiales de statistique pour une année à deux années, de tous les statisticiens assimilés avec la coopération d'une école de statistique de la région et mise en place d'une véritable gestion des ressources humaines intégrant la formation initiale, le recrutement et la formation continue au niveau national.



*Une vue des participants
à la réunion du Comité de direction*

Atelier régional des Nations unies sur le traitement des données du recensement

L'atelier régional des Nations unies sur « le traitement des données du recensement : les technologies contemporaines pour la saisie et la correction des données du recensement » co-organisé par AFRISTAT et la Division statistique des Nations unies, s'est tenu à Bamako du 3 au 7 novembre 2008.

Au cours de cet atelier, qui a réuni les représentants d'une vingtaine de pays et de la Banque africaine de développement, les normes internationales relatives aux opérations de recensement de la population et de l'habitat ont été rappelées et les possibilités des nouvelles technologies de saisie et cor-

rection des données ont été présentées (reconnaissance optique de marques, reconnaissance intelligente de caractères, méthodes d'apurement et de correction des données). L'atelier a mis l'accent sur les avantages et inconvénients de chaque méthode et sur les expériences nationales.

Séminaire de validation des documents méthodologiques sur les statistiques d'entreprises

AFRISTAT a organisé du 24 au 28 novembre 2008, un atelier sur les statistiques d'entreprises. Cet atelier, qui a réuni les représentants de dix-sept Etats membres d'AFRISTAT et des Commissions

de la CEMAC et de l'UEMOA, avait pour objectif global d'examiner et de valider les différents documents méthodologiques sur les statistiques d'entreprises proposés par AFRISTAT. Les participants ont noté la

bonne qualité des documents soumis à leur appréciation et les ont validés techniquement sous réserve de la prise en charge des observations et amendements formulés.

Projet de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation pour les Etats membres de l'UEMOA

Les activités du projet de rénovation de l'indice harmonisé des prix à la consommation des Etats membres de l'UEMOA se sont poursuivies au cours de la période sous revue. Elles ont concerné les trois volets du Projet ; à savoir le volet « enquête », le volet « prix » et le volet « informatique ».

■ Concernant le volet "enquête", les équipes techniques dans les pays ont poursuivi la collecte des données de l'enquête complémentaire et les travaux d'apurement des données de l'enquête principale. AFRISTAT a organisé du 10 au 21 novembre 2008, un atelier de traitement des données qui a réuni une vingtaine de participants venant des Etats membres de l'UEMOA, de la Commission de l'UEMOA et de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO). L'organisation de cet atelier a permis d'apprécier la qualité des données collectées par les pays et d'obtenir les premiers résultats, notamment, la structure de la consommation des ménages dans les principales agglomérations.

■ Sur le volet "prix", les relevés des prix de base qui ont commencé en janvier 2008 se sont poursuivis parallèlement

aux travaux d'amélioration du dispositif de relevé conduits par les équipes nationales. Les missions de supervision se sont rendues au Mali et au Togo. Ces missions ont permis d'évaluer la qualité des données collectées et de réaliser les réglages nécessaires sur la liste des variétés à la lumière de la structure de consommation des ménages estimée pour chaque pays à partir des données de l'enquête principale sur les dépenses.

■ S'agissant du volet "informatique", les travaux d'élaboration du cahier des charges pour l'application de production des indices des prix ont été lancés. A cet effet, AFRISTAT a organisé une réunion d'échanges qui a enregistré la participation de la Commission de l'UEMOA, de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), de la Banque africaine de développement (BAD) et des consul-

tants nationaux. Cette réunion a permis de recueillir tous les besoins organisationnels, méthodologiques et techniques de production de l'indice des prix à la consommation des ménages.

■ Sur le plan administratif et financier, une mission de supervision régionale s'est rendue en Guinée Bissau et au Sénégal en novembre 2008. Cette mission a permis de faire le point des activités du projet et de discuter des questions liées à sa gestion administrative et financière.

Au cours des prochains mois, les activités concerneront la réalisation des missions de supervision technique du volet « prix », la validation de la structure de consommation au niveau de chaque pays et l'organisation de la validation du cahier des charges informatique.

Projet d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique (PARCPE) de la République du Centrafrique

Le contrat de service signé dans le cadre du Projet d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique (PARCPE) du Centrafrique financé par la Banque africaine de développement est à son quinzième mois d'exécution. Ce contrat porte sur la gestion macroéconomique, la comptabilité nationale et les statistiques de prix et d'entreprises.

■ Pour le volet gestion macroéconomique, les principaux résultats attendus au cours de la période ont été atteints. Le bulletin trimestriel de conjoncture du deuxième trimestre 2008 est disponible, l'esquisse de la note de conjoncture est faite. Dans le cadre des travaux de l'élaboration du modèle macroéconomique, le choix du type de modèle macroéconomique à mettre en place (TABLO) est fait ainsi que l'initialisation du processus de modélisation.

■ Les travaux du volet comptabilité nationale ont démarré avec l'élaboration des comptes nationaux de la première année courante 2006 en même temps que celle des comptes provisoires 2007.

■ L'exécution des activités du volet statistiques des prix se poursuit normalement malgré le retard pris dans le relevé des prix de l'année de base dû au déblocage tardif des financements prévus à cet effet. Les principaux résultats du trimestre

ont été atteints notamment la publication des indices de prix mensuels : « Prix-Info », le calcul et la publication de l'indice de la production industrielle du troisième trimestre 2008, l'achèvement de la collecte des prix de base des mois de septembre et d'octobre 2008 à Bangui et dans les régions et le démarrage de leur apurement.

Composante statistique du Programme d'appui de la Coopération française au processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest

Les activités de la composante statistique du Programme d'appui de la coopération française au processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest se sont poursuivies au cours de la période sous revue.

Les activités suivantes ont été menées : (i) identification des besoins en matière de base de données et de site web au Togo, au Ghana et en Guinée ; (ii) installation de STATBASE au Liberia et au Ghana et forma-

tion des gestionnaires de Statbase de ces INS ; (iii) appui aux INS de Guinée-Bissau et de Côte d'Ivoire pour la mise en ligne des nouvelles versions de leurs sites et (iv) suivi des sites des INS des Etats membres.

Par ailleurs, les activités d'amélioration de la connectivité des INS se sont poursuivies avec la réception définitive des équipements informatiques et de connectivité des INS de Côte d'Ivoire et du Niger.

Autres activités d'AFRISTAT

■ AFRISTAT a accueilli du 3 au 7 novembre 2008, un atelier de formation à la mise en œuvre de la plateforme NADA. Organisé par PARIS21 dans le cadre du projet "Programme statistique accéléré", cet atelier qui visait à former des formateurs, a regroupé 5 cadres venant du Burkina Faso, du Cameroun, de Tunisie et du Sénégal.

■ Dans le cadre de la nouvelle orientation de son assistance aux Etats membres, AFRISTAT a poursuivi la mise en place des conventions de travail avec ses Etats

membres. Au cours de la période sous revue, la Direction générale a effectué respectivement du 10 au 13 novembre 2008, du 24 au 26 novembre 2008 et du 27 au 29 novembre 2008, des visites de travail au Burkina Faso, au Bénin et au Togo. Au cours de ces visites, la Direction générale a rencontré les ministres en charge de la statistique dans ces différents pays afin de faire le point sur l'état du développement de la statistique et de la coopération avec AFRISTAT. Au Togo, la mission a également rencontré les respon-

sables de la Banque mondiale, du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA). Au cours de ces rencontres, les projets statistiques de la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale (DGSCN) ont été présentés et AFRISTAT a plaidé en faveur de la coordination des interventions des PTF dans le domaine de la statistique pour plus d'efficacité et d'efficience.

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Burundi

■ Un expert en comptabilité nationale a effectué du 3 au 16 novembre 2008, une mission auprès de l'Institut des statistiques et études économiques du Burundi (ISTEEBU). L'objectif de la mission était d'accompagner le Burundi dans l'élaboration des comptes nationaux de l'année courante 2006. Il s'agissait précisément de faire le contrôle du traitement et de la mise en cohérence des données sources, de réaliser une formation sur l'élaboration des équilibres ressources emplois (ERE) par produits et des comptes de branches (CB) et de faire démarrer les travaux analytiques des comptes de l'année 2006.

Mauritanie

■ L'expert en enquêtes auprès des ménages a effectué du 1er au 9 novembre 2008 à Nouakchott, une mission d'appui technique pour la validation des données de l'Enquête permanente sur les conditions de vie des ménages. Au terme de la mission, la qualité des indicateurs du volet QUIBB a été jugée globalement satisfaisante. L'apurement des données du volet « revenu-dépenses » a été lancé.

■ Dans le cadre d'une convention signée entre le Service de Coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France en Mauritanie et AFRISTAT, un expert macro économiste a effectué du 9 au 14 novembre 2008 à Nouakchott, une

mission pour l'implantation du modèle TABLO. Réalisée en partenariat avec l'INSEE et DIAL, cette mission a permis de : (i) valider le cheminement des comptes économiques 2001-2005 ; (ii) de démarrer l'implantation du modèle TABLO en version prévisionnelle et (iii) d'adapter la structure du modèle TABLO prévisionnel pour lui permettre de prendre en compte le secteur pétrolier.

■ Un expert macro économiste a effectué du 21 au 30 novembre 2008 à Nouakchott, une mission d'appui technique pour la mise en place d'une méthodologie d'élaboration d'une note de prévision macroéconomique à la Direction de la prévision et de l'analyse économiques (DPAE). Un état des lieux des bases des données a été réalisé et des recommandations pour un meilleur suivi de certains processus économiques ont été faites. Le canevas détaillé d'une note de prévision semestrielle a été défini.

Sénégal

■ Un expert informaticien a effectué du 17 au 21 novembre 2008 à Dakar, une mission d'assistance à l'école nationale de la statistique et de l'analyse économique (ENSAE-Sénégal) dans la continuité du projet initié en 2006 et financé par le CESD-Statisticiens pour le développement visant à appuyer les écoles africaines de statistique à rationaliser leur système informatique et à produire leur Site Web.

La mission a permis de mettre en œuvre un Site Web dont les derniers éléments attendent une validation officielle et une messagerie (domaine ensae.sn).

Tchad

■ Un expert macro économiste a animé du 22 au 27 septembre 2008, un atelier de formation et d'échanges en modélisation et techniques de prévision économique co-organisé par la Direction des études et de la prévision (DEP) et de l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED). Cet atelier, qui s'est inscrit dans le cadre du Plan d'action pour la modernisation des finances publiques (PAMFIP) financé par la Coopération française, avait pour objectif de renforcer et d'approfondir les capacités d'analyse, de modélisation macroéconomique et de prévision à court terme des dix huit participants.

■ Un expert en comptabilité nationale a effectué une mission du 10 au 21 novembre 2008 à N'Djaména dans le cadre du projet de rénovation des outils de pilotage de l'économie nationale. Cette mission qui avait pour objectif de relancer la constitution d'une année de base 2005 pour les comptes nationaux qui avait été initiée en 2007, a permis de former le personnel de l'INSEED commis à cette activité et d'établir un calendrier des travaux.

Activités internationales

■ Monsieur Martin Balépa, Directeur Général, accompagné de M. Djoret Biaka Tedang, expert macro économiste, ont pris part aux réunions des Ministres des finances de la Zone Franc tenues du 6 au 9 octobre 2008 à Douala (Cameroun).

La réunion des ministres de la Zone Franc a porté sur les questions relatives à la crise alimentaire et aux moyens de renforcer le potentiel de croissance.

En marge de cette réunion, la mission a rencontré les autorités de l'INS du Cameroun dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la convention de travail signée en mars 2008 entre l'INS et AFRISTAT.

■ M. Thierry Salmon, expert informaticien, a représenté AFRISTAT à l'atelier organisé par la Commission de l'UEMOA du 15 au 17 octobre 2008 à Dakar (Sénégal) dans le cadre de la mise en œuvre d'une base de données économique à la Commission. L'atelier a regroupé des représentants des comités nationaux de politique économique (CNPE) des Etats membres de l'UEMOA. Les discussions ont porté sur l'harmonisation du fichier de collecte des données de la surveillance multilatérale.

■ Du 27 au 31 octobre 2008, M. Djoret Biaka Tedang, expert macro économiste a pris part à Port Gentil (Gabon), à l'atelier sur les indicateurs de la conjoncture dans les Etats membres de la CEMAC et l'élaboration d'un tableau de bord du Comité de politique monétaire (CPM). Cet atelier, organisé par la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), avait pour objectif de définir des indicateurs pertinents pour l'analyse de la conjoncture économique et monétaire dans les Etats membres de la CEMAC afin de mieux informer les organes de décision de la BEAC en général, et le CPM en particulier. Les travaux ont permis de faire un état des lieux des statistiques conjoncturelles disponibles dans les Etats et de proposer une liste d'indicateurs à mettre en place. Le canevas du tableau de bord du CPM a également été défini.

■ M. Martin Balépa, a pris part les 18 et 19 novembre 2008 à Douala (Cameroun), à la 5^e réunion du Comité statistique sous-régional de la CEMAC. Cette réunion, qui a regroupé les directeurs généraux (ou leurs représentants) des instituts nationaux de statistique des pays de la sous-région et les représentants de la Commission de la CEMAC et d'AFRISTAT, a principalement fait le point de l'exécution du programme statistique 2008 de la CEMAC et examiné celui de l'année 2009.

■ M. Balépa, a également pris part au Comité scientifique de l'ISSEA qui s'est tenu le 21 novembre 2008 à Yaoundé (Cameroun).

■ M. Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, a pris part, du 17 au 21 novembre 2008 à Abuja (Nigeria), à la 17^e réunion ordinaire conjointe du Comité chargé des affaires économiques et monétaires et du Comité chargé des opérations et de l'administration de l'Agence monétaire de l'Afrique de l'ouest (AMAO). Cette rencontre, qui a regroupé les représentants des Banques centrales des pays membres de la CEDEAO, des représentants des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, de l'Institut monétaire de l'Afrique de l'ouest et de quelques Etats membres, avait pour objet d'examiner les questions administratives et opérationnelles de l'AMAO et les questions de convergence économique et monétaires. Elle a également préparé la 36^e réunion du Comité des Gouverneurs des Etats membres de la CEDEAO et celle du Conseil de convergence.

■ M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages, a représenté AFRISTAT à la 18^e Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST), organisée par le BIT du 24 novembre au 5 décembre 2008 à Genève en Suisse. L'Expert a présenté une communication sur la qualité de l'instrument de mesure des indicateurs du marché du travail au séminaire sur l'emploi et le chômage, organisé en marge de la Conférence.

■ Les 26 et 27 novembre 2008, Freeman Amegashie a représenté AFRISTAT à l'atelier régional d'information sur le système général de diffusion de données (SGDD) organisé par le FMI. Cet atelier, qui a réuni les coordonnateurs nationaux du SGDD des pays francophones d'Afrique subsaharienne et de quelques pays lusophones, faisait suite à ceux organisés à Bangkok, Cape Town et Mexico. L'objectif de cette rencontre était de faire le bilan des dix ans d'existence du SGDD et de proposer des changements pour sa mise en œuvre.

■ M. Martin Balépa, Directeur Général d'AFRISTAT, a pris part à l'atelier sur le renforcement de la coordination et de la coopération statistiques entre les pays du Maghreb qui a eu lieu du 1^{er} au 3 décembre 2008 à Tunis (Tunisie).

■ M. Balépa a également participé à la 2^e Conférence de African policy institutes forum (APIF) de l'ACBF qui s'est tenue du 4 au 5 décembre 2008 à Libreville (Gabon).

■ Mme Dorothee Ouissika, expert en organisation des systèmes statistiques, a pris part à l'atelier sur les stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS) qui a eu lieu du 17 au 19 décembre 2008 à Addis-abeba (Ethiopie). Organisée par la Banque africaine de développement (BAD) en collaboration avec le Centre africain pour la statistique (CAS) et d'autres partenaires techniques et financiers, cette réunion qui a regroupé les directeurs généraux des INS, les responsables des DSRP, les représentants des organisations sous régionales et les directeurs des centres de formation statistique, a permis le partage des expériences en matière de conception et de mise en œuvre des SNDS.

L'atelier sur les SNDS a été précédé les 15 et 16 décembre 2008, de l'atelier sur les statistiques du genre.

■ M. Gabriel N'Guessan Doffou, expert en comptabilité nationale, a représenté la Direction Générale d'AFRISTAT aux réunions du Comité Technique chargé du Programme d'harmonisation à moyen terme dans l'espace CEDEAO sur les Indices des prix à la consommation (IPC) du 16 au 17 décembre 2008 et sur les comptes nationaux du 18 au 19 décembre 2008, à Lomé.

Ces deux réunions ont permis, d'une part de faire le bilan des actions menées par la CEDEAO dans le cadre de la mise en œuvre du programme à moyen terme en faisant apparaître les progrès et les défis futurs sur l'harmonisation des IPC et des PIB ; et d'autre part de mettre en place deux comités techniques de suivi du programme à moyen terme pour chacun des volets (indices de prix à la consommation et comptes nationaux).

■ M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages et M. Soumaila Diarra, Chef de section du suivi de l'exécution budgétaire à AFRISTAT, ont participé à Ouagadougou (Burkina Faso), les 18 et 19 décembre 2008, à un atelier de lancement officiel des directives de mise en œuvre des procédures révisées de non objection des projets et programmes d'ACBF (African capacity building Foundation). Cet atelier qui a regroupé les coordonnateurs et les responsables administratifs et financiers des différents programmes et projets bénéficiant du financement de la fondation, avait pour objectif de renforcer le rôle des organes de gouvernance et de gestion de ces programmes et projets.

Échos des instituts nationaux de statistique

Burkina Faso www.insd.bf

■ Au cours du trimestre sous revue, les activités de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) ont été marquées par la poursuite des travaux du Recensement général de la population et de l'habitation de 2006 (RGPH 2006) et du projet de rénovation de l'IHPC ainsi que par la tenue des sessions du Conseil national de la statistique (CNS) et des commissions spécialisées.

■ L'INSD a procédé le 14 novembre 2008, à la publication des résultats définitifs du RGPH 2006 qui est actuellement à la phase d'analyse. Les rapports thématiques sont en cours d'élaboration et un atelier de validation de ces rapports est prévu en début d'année 2009.

■ Dans le cadre des travaux du projet de rénovation de l'IHPC, le traitement de l'enquête principale sur les dépenses des ménages a été lancé avec l'appui technique d'AFRISTAT.

■ Deux commissions spécialisées du Conseil national de la statistique (CNS) ont tenu leur session, respectivement les 20 et 23 octobre 2008. La commission « Statistiques démographiques et sociales », a, au cours de sa session, accordé un visa à l'Institut supérieur des sciences de la population (ISSP) pour la réalisation d'une étude intitulée « inégalité de santé dans un contexte d'urbanisation croissante en Afrique de l'Ouest ». La commission « Statistiques économiques et financières » a aussi accordé à l'INSD un visa pour la réalisation du 6^e recensement industriel et commercial (RIC).

Le 9 décembre 2008, le CNS a tenu sa deuxième session ordinaire au cours de laquelle, (i) la feuille de route pour l'élaboration du schéma directeur de la statistique (SDS) 2010-2015 a été adoptée ; (ii) l'état d'exécution du programme statistique national (PSN) 2008 a été présenté et les orientations pour l'élaboration du programme statistique national 2010 ont été adoptées ; (iii) le lancement des travaux d'élaboration du rapport statistique national (RSN) 2008 et du PSN 2010 a été fait et (iv) l'état d'avancement du recensement général de la population et de l'habitation (RGPH 2006) et du recensement général de l'agriculture (RGA 2006-2010) a été présenté.

Cameroun www.statistics-cameroon.org

La commémoration de la Journée africaine de la statistique (JAS) au Cameroun a été marquée par la tenue, le 14 novembre 2008 à Yaoundé, de l'atelier de validation technique de la stratégie nationale de développement de la statistique (SDNS) et

par la déclaration du gouvernement qui a été faite par le Ministre de l'économie, de la planification de l'aménagement du territoire.

La version finale du document de la SNDS a été validée. Les résultats du deuxième recensement des statisticiens et démographes camerounais, qui s'est déroulé sur l'ensemble du pays du 1^{er} au 10 octobre 2008 ont été présentés. Ils permettront de mettre à jour la base de données des statisticiens et démographes pour une gestion plus rationnelle de ce personnel.

Centrafrique www.stat-centrafrique.com

■ L'Institut centrafricain des statistiques et des études économiques et sociales (ICASEES) a organisé le 6 novembre 2008 à Bangui, en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD), un atelier d'initiation des cadres centrafricains au Système d'Information Géographique (SIG), module Atlas Gis. Cet atelier a permis d'initier une quarantaine de cadres venus de différents départements ministériels et de l'ICASEES.

■ L'ICASEES a publié le 15 novembre 2008 avec l'appui technique d'AFRISTAT et du PNUD, le Bulletin de conjoncture du 3^e trimestre 2008.

■ La collecte des données de l'Enquête centrafricaine pour le suivi évaluation de la pauvreté (ECASEP) bénéficiant de l'appui technique et financier de la Banque mondiale, commencée le 27 juillet 2008 s'est poursuivie jusqu'au 15 décembre 2008.

Cote d'Ivoire www.ins.ci

■ La commémoration de la Journée africaine de la statistique a été marquée par la tenue d'une conférence le mardi 18 novembre 2008 placée sous la présidence du Ministre du plan et du développement. Elle a regroupé les producteurs et les utilisateurs de statistiques notamment les syndicats, les enseignants et les étudiants. Au cours de cette rencontre, trois communications ont été présentées respectivement sous les thèmes « Evolution des prix des produits de grande consommation en Côte d'Ivoire de janvier 2008 à octobre 2008 », « le rôle des statistiques dans l'évaluation de l'impact budgétaire, économique et social de la crise alimentaire en Côte d'Ivoire » et « Bilans alimentaires en Côte d'Ivoire de 2001 à 2007 ».

■ L'institut national de la statistique (INS) a publié le 26 novembre 2008 les résultats de l'enquête sur le niveau de vie des ménages de 2008 (ENV2008) au cours

d'un atelier auquel avaient pris part les représentants du gouvernement, des partenaires au développement et les acteurs du système statistique national.

■ Du 22 au 27 septembre 2008, un comité technique comprenant l'Institut national de la statistique (INS), l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) et les services statistiques sectoriels, a élaboré à Agboville en collaboration avec l'UNFPA, le document conceptuel de mise en place de Integrated management information system (IMIS) en Côte d'Ivoire. Ce document, intitulé « Système intégré de gestion des données socio démographiques et économiques de la Côte d'Ivoire » (SIGDSE), a été validé le 4 novembre 2008 par les acteurs du système statistique national.

Gabon www.stat-gabon.ga

L'activité de la Direction générale de la statistique et des études économiques au cours du quatrième trimestre de l'année 2008 a été principalement marquée par (i) le démarrage le 2 décembre 2008 de la saisie des données du Recensement des gabonais économiquement faibles et (ii) la tenue les 3 et 4 décembre 2008 de l'atelier de validation du diagnostic du système statistique national réalisé dans le cadre du processus d'élaboration de la SNDS.

Togo www.stat-togo.org

Au cours de la période sous revue, les activités de la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale (DGSCN) ont été marquées par les travaux préliminaires d'une enquête dénommée « Enquête de base sur les pires formes de travail des enfants au Togo » et l'organisation de deux ateliers, l'un portant sur la validation du rapport d'élaboration de l'indice harmonisé de la production industrielle et l'autre sur la dissémination des résultats des travaux d'élaboration de la stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS).

L'enquête de base sur les pires formes de travail des enfants au Togo qui s'inscrit dans le cadre du Projet de lutte contre le travail des enfants à travers l'éducation au Togo, devrait permettre de disposer d'une base de données qualitatives et quantitatives sur le travail des enfants, les secteurs prioritaires cibles (l'agriculture en zones rurales, les travaux domestiques, l'économie informelle et urbaine et l'exploitation sexuelle). Elle permettra aussi d'une part, la définition des programmes d'action et d'autre part, le suivi et l'évaluation de l'impact du projet.

AVIS DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT

MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SÉLECTION DE SOCIÉTÉS POUR LA RÉALISATION DE L'APPLICATION INFORMATIQUE DE PRODUCTION DES INDICES DES PRIX DES ETATS MEMBRES DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)

1. Dans le cadre de la rénovation des indices des prix à la consommation des Etats membres de l'UEMOA, AFRISTAT souhaite confier la réalisation d'une nouvelle application informatique pour la production des indices à une société informatique qui agira en qualité de maître d'œuvre.
2. AFRISTAT invite les sociétés informatiques intéressées par ce projet, ayant d'une part une expérience prouvée du développement d'applications informatiques basées sur des méthodologies spécifiques, et d'autre part une bonne connaissance du processus d'accompagnement de pays dans un cadre harmonisé, à manifester leur intérêt pour ce travail.
3. Pour cela, les sociétés intéressées doivent fournir les informations indiquant qu'elles sont qualifiées pour exécuter les services.
4. Une liste restreinte de sociétés informatiques sera constituée selon les règles de procédures en vigueur à AFRISTAT.
5. Les manifestations d'intérêts portant la mention « manifestation d'intérêt pour la sélection de sociétés pour la réalisation de l'application informatique de production des indices des prix des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine » doivent parvenir sous pli fermé en quatre exemplaires (un original plus trois copies) au plus tard le 30 janvier 2009 à 12 heures GMT à l'adresse suivante :

Monsieur le Directeur Général d'AFRISTAT
BP E 1600 – Rue 499 Porte 23, Niaréla, - Bamako (MALI)
Fax (223) 20 21 11 40
Email : afristat@afristat.org

Pour plus de détails sur l'avis à manifestation d'intérêt, consulter le site : www.afristat.org

NÉCROLOGIE

Nous avons le regret de vous annoncer le décès de M. Serigne Touba Diasse, Directeur chargé de la mise en place de l'ENSAE-Sénégal à l'ANSD survenu le 24 novembre 2008 à Dakar et de M. François Zoungrana, Secrétaire Permanent du Conseil national de la statistique du Burkina Faso. Intervenu le 15 novembre 2008 à Ouagadougou.

Le Directeur Général et le personnel d'AFRISTAT présentent leurs sincères condoléances au personnel de l'ANSD (Sénégal) et de l'INSD (Burkina Faso) ainsi qu'aux familles éplorées.

AFRISTAT RECRUTE DEUX EXPERTS

L'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), recrute **un expert en statistiques des prix** et **un expert en statistiques démographiques et sociales**.

L'expert en statistiques des prix assurera les activités d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des statistiques des prix, notamment :

- apporter sa contribution aux travaux de mise en place et d'amélioration des dispositifs de suivi, d'analyse et de diffusion des statistiques des prix aux niveaux national et sous-régional ;
- veiller à ce que les dispositifs d'élaboration des statistiques des prix et les normes et nomenclatures utilisées respectent les standards internationaux.

L'expert en statistiques démographiques et sociales assurera les activités d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation de son domaine de compétence, notamment :

- apporter des appuis aux Systèmes statistiques nationaux des pays membres dans la mise en place de systèmes d'information sur les statistiques sociales (santé, éducation, emploi) ;
- contribuer à la création et à la constitution de bases de données nationales à partir des données des recensements généraux de la population et de l'habitat, des enquêtes et d'autres sources.

Conditions requises pour être candidat (e) :

Le titulaire de chacun de ces postes devra remplir les conditions suivantes :

- être ressortissant de l'un des Etats membres suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo ;
- être âgé (e) de 25 ans au moins et 54 ans au plus ;
- pour l'expert statisticien des prix, être titulaire d'un diplôme d'ingénieur statisticien ou d'un diplôme équivalent (minimum BAC +5)
- pour l'expert en statistiques démographiques et sociales, être titulaire d'un diplôme en statistique ou démographie ou d'un diplôme équivalent (minimum BAC +5) ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine spécifique acquise au niveau national ou international.

Composition du dossier

La liste des pièces à fournir est consultable sur le site internet www.afristat.org. Elle peut aussi être obtenue auprès de la Direction générale d'AFRISTAT aux adresses suivantes : BP E1600, Bamako (Mali) ou afristat@afristat.org.

Dépôt de dossiers de candidature

Les dossiers de candidature doivent être adressés, avant le **27 février 2009**, à :

Monsieur le Directeur Général d'AFRISTAT
BP E1600 Bamako (MALI),
Téléphone : +223 20 21 55 00 / 20 21 55 80 / 20 21 60 71
Télécopie : +223 20 21 11 40

Date de prise de service

La date de prise de service est fixée au **1^{er} juillet 2009**.

Réunions, ateliers et séminaires

Luanda, 9-13 février 2009

4^e symposium sur le développement statistique
en Afrique

New York, 24 au 24 février 2009

40^e session de la Commission statistique
des Nations unies

La 57^e session de l'Institut international de statistique se tiendra du 16 au 22 août 2009 à Durban (Afrique du Sud), pour de plus amples renseignements veuillez consulter : <http://www.statssa.gov.za/isi2009/>

Pour la 40^e session de la Commission statistique des Nations unies consulter : <http://unstats.un.org/unsd/statcom/commission40thsession.htm>

Le 4^e Symposium sur le développement de la statistique en Afrique se tiendra du 16 au 20 février 2009 à Luanda (Angola).

Contacts :

Tél. (27) 12 310 8911 • E-mail : info@statssa.gov.za • Site : www.statssa.gov.za



Les enfants du personnel d'AFRISTAT à la fête annuelle

Bonne
et
Heureuse
année 2009

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande et est disponible sur : <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de

La lettre d'AFRISTAT en envoyant un courriel à afristat@afristat.org avec comme objet : Abonnement

Directeur de publication : Martin BALEPA

Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO

Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Fatima BOUKENEM, Siriki COULIBALY, Djoret BIAKA TEDANG, Dorothée OUISSIKA,

Maquette et impression :

IMPRIM COLOR Bamako

ISSN 1561-3739